



Washington impose des sanctions contre la Russie

Par [Bill Van Auken](#)

Mondialisation.ca, 17 mars 2018

Région : [États-Unis](#), [L'Europe](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#),
[Services de renseignements](#)

L'administration Trump a annoncé jeudi une nouvelle série de sanctions punitives contre la Russie, visant 19 individus et cinq organisations, dont les deux principales agences de renseignement du pays, le Service fédéral de sécurité, le FSB, le successeur du KGB et le GRU, les renseignements de l'armée russe.

Conjointement avec une déclaration commune sans précédent de la part des dirigeants américains, britanniques, allemands et français accusant la Russie d'être responsable d'une attaque au gaz neurotoxique au Royaume-Uni qui a envoyé à l'hôpital un ancien officier des renseignements russes et sa fille, les sanctions représentent une des tensions importantes entre les deux principales puissances nucléaires du monde.

Les prétextes des dernières sanctions consistaient en des allégations d'« ingérence » russe dans l'élection présidentielle de 2016 et des allégations de responsabilité de Moscou pour des cyberattaques « malveillantes ».

« L'Administration affronte et contrecarre la cyberactivité russe malveillante, y compris leur tentative d'ingérence dans les élections américaines, les cyberattaques destructrices et les intrusions ciblant les infrastructures critiques », a déclaré jeudi le secrétaire au Trésor, Steven Mnuchin. Il a ajouté : « Ces sanctions ciblées font partie d'un effort plus large pour répondre aux attaques néfastes continues émanant de la Russie. »

La déclaration a accusé le gouvernement russe, sans fournir aucune preuve, de cibler « les États-Unis. Les entités gouvernementales et les multiples secteurs des infrastructures essentielles des États-Unis, y compris les secteurs de l'énergie, du nucléaire, des installations commerciales, de l'eau, de l'aviation et des secteurs de fabrication critiques » avec des cyberattaques.

Ces accusations sont inquiétantes, étant donné qu'une série de documents récemment publiés sur la sécurité nationale et la posture nucléaire américaine ont présenté une nouvelle stratégie nucléaire suggérant qu'une cyberattaque importante aux États-Unis pourrait justifier des représailles contre des armes nucléaires.

Le cas exposé par le secrétaire au Trésor correspond largement avec l'inculpation du mois dernier de plusieurs individus et organisations par le procureur spécial Robert Mueller, dont l'enquête avait déjà été dénoncée par le président Donald Trump comme une « chasse aux sorcières ».

Le Parti démocrate travaille en étroite collaboration avec les couches dominantes de l'appareil de renseignement américain et les principaux médias ont mené une campagne

implacable autour de la prétendue « ingérence » russe dans les élections américaines, combinée avec des affirmations selon lesquelles Moscou serait responsable des divisions et des tensions sociales qui minent la société américaine.

Ce qui sous-tend cette campagne, c'est l'insistance au sein de l'élite que l'agression contre la Russie continue sans relâche puisqu'elle est considérée comme un obstacle majeur à la volonté américaine d'affirmer sa domination sur le Moyen-Orient, l'Europe de l'Est et la masse continentale eurasiennne. En même temps, les allégations contre la Russie ont été utilisées pour justifier la censure sur internet et préparer la répression politique intérieure.

Tandis que les principaux membres du Parti démocrate ont exprimé leur soutien aux nouvelles sanctions, le chef de la minorité sénatoriale, Chuck Schumer, a déclaré jeudi qu'ils « ne suffisaient pas ». Il a exigé que Trump adopte des mesures plus punitives et dénonce publiquement le président russe Vladimir Poutine.

De même, le chef des démocrates du Sénat, le sénateur Mark Warner de Virginie, a qualifié les mesures de « premier pas » et a déclaré ne pas comprendre « pourquoi il a fallu tant de temps à l'Administration pour imposer ces sanctions ». Le Congrès avait voté par une majorité écrasante pour imposer des sanctions liées aux allégations sur les élections américaines, il y a neuf mois.

La déclaration du Département du trésor a également cité « l'utilisation récente d'un agent neurotoxique de qualité militaire pour tenter d'assassiner deux citoyens britanniques », affirmant que cela « démontre davantage la conduite imprudente et irresponsable » du gouvernement russe.

Trump rejoint le Premier ministre britannique, Theresa May, la chancelière allemande Angela Merkel et le président français Emmanuel Macron en signant jeudi une déclaration commune exigeant que le gouvernement russe « s'attaque à toutes les questions liées à l'attaque » qui emploierait une toxine militaire pour empoisonner l'ancien espion russe, le colonel du GRU, Sergueï Skripal, devenu un agent double pour le renseignement britannique, et sa fille, dans la ville de Salisbury dans le sud de l'Angleterre.

La déclaration décrit cette prétendue attaque comme « une attaque contre la souveraineté du Royaume-Uni » qui « menace notre sécurité à tous ».

La Grande-Bretagne a prétendu que l'attaque avait été menée avec l'agent neurotoxique Novichok, qui a d'abord été développé par les militaires de l'Union soviétique, mais elle n'a fourni aucune preuve à l'appui de ses affirmations.

Moscou a nié toute responsabilité pour l'attaque de Skripal, arrêté pour avoir trahi des dizaines d'agents russes auprès des services de renseignements britanniques et condamné à 13 ans de prison en 2006, puis libéré lors d'un échange d'espions entre les États-Unis et la Russie.

La déclaration indique qu'il est « très probable que la Russie était responsable de l'attaque ». Sans présenter aucune preuve, le gouvernement britannique a riposté contre Moscou avec l'expulsion de 23 diplomates russes. Moscou a promis de rendre la pareille.

Le gouvernement russe a demandé à plusieurs reprises à Londres de fournir un échantillon de l'agent neurotoxique qu'il prétend avoir été utilisé dans l'attaque contre Skripal - comme l'exigent les règles de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques - mais le

gouvernement May a ignoré les demandes.

Jeudi, le président russe, Vladimir Poutine, a donné sa première réponse publique aux accusations portées par le gouvernement de May, affirmant qu'il était « extrêmement préoccupé » par la « position destructrice et provocatrice adoptée par le camp britannique ».

Plus tôt, le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, a déclaré aux journalistes : « La Russie perçoit la position adoptée par les autorités britanniques avec une grande perplexité et incompréhension [...] Les accusations sont sans fondement. De plus, ces accusations ont été portées avant l'apparition de toute information sur la substance utilisée, ce qui montre la présence de tous les signes d'une provocation contre la Russie ».

Le ministre britannique de la défense a résumé la teneur des accusations portées par le gouvernement May, déclarant jeudi que la Russie devrait « s'en aller et se taire ». Il a fait cette déclaration après avoir prononcé un discours appelant à une augmentation importante des dépenses d'armement au Royaume-Uni afin de préparer une confrontation militaire avec la Russie.

Les avions de combat britanniques, a-t-il dit à son auditoire, « surveillent les cieux d'Europe de l'Est contre un risque de résurgence de la Russie » et « nos soldats restent en sentinelle avec nos alliés de l'OTAN en Estonie et en Pologne ».

Le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, a déclaré jeudi que l'alliance militaire occidentale était « solidaire » de Londres, affirmant que l'attaque présumée aux armes chimiques faisait partie « d'un comportement imprudent de la Russie depuis de nombreuses années ». Il a ajouté que Londres n'avait pas demandé l'activation de l'article 5 du traité de l'OTAN, qui oblige tous les membres de l'OTAN à venir en aide à un État membre qui prétend avoir été attaqué, y compris en recourant à la force armée.

Néanmoins, le gouvernement de May et ses principaux alliés à Washington font clairement valoir la nécessité d'une guerre avec la Russie.

La déclaration commune publiée par la Grande-Bretagne, les États-Unis, l'Allemagne et la France engage les quatre puissances à ne pas entreprendre d'actions spécifiques contre la Russie. L'Allemagne et la France se sont opposées aux précédentes sanctions imposées par les États-Unis contre Moscou, les considérant comme une menace délibérée pour leurs liens économiques avec la Russie visant à renforcer les intérêts américains en Europe, notamment en ce qui concerne des conglomérats énergétiques américains.

Les puissances européennes sont également hostiles à l'intention apparente de l'Administration Trump de renverser l'accord nucléaire de 2015 avec l'Iran, avec lequel elles ont cherché à négocier des accords d'investissement et commerciaux rentables.

Un jour seulement avant que Macron signe la déclaration commune, son porte-parole a indiqué lors d'une conférence de presse que Paris n'était pas prêt à sauter dans le train anti-russe du Royaume-Uni sur des accusations non fondées. « Nous ne faisons pas de politique fantastique », a-t-il dit. « Une fois les éléments prouvés, le temps viendra pour les décisions à prendre ».

De toute évidence, d'immenses pressions sont exercées pour l'adoption d'une politique plus belliqueuse envers la Russie. Cela est dû en partie à la débâcle qui se développe dans la

guerre orchestrée par les États-Unis depuis sept ans pour un changement de régime en Syrie. En effet, le gouvernement Assad, avec l'appui de la Russie, est sur le point de renverser l'un des derniers bastions des « rebelles » islamistes soutenus par les Occidentaux dans la banlieue rurale de l'est de Ghouta près de Damas.

Dans un article publié par le *Washington Post* jeudi, le ministre britannique des Affaires étrangères Boris Johnson a cherché à lier directement le rôle présumé russe dans l'affaire Skripal avec les événements en Syrie, soutenant qu'il existait « un lien direct entre l'indulgence de Poutine pour les atrocités d'Assad et la volonté évidente de l'État russe d'employer une arme chimique sur le sol britannique ».

L'ambassadeur des États-Unis aux Nations Unies, Nikki Haley, estime que les États-Unis sont prêts à lancer une action militaire unilatérale contre le gouvernement syrien d'Assad au motif des attaques aux armes chimiques alléguées à Ghouta, et d'une réponse du général Valery Gerasimov, chef de l'état-major général des forces armées russes, que toute attaque américaine qui menaçait la vie du personnel militaire russe en Syrie entraînerait des représailles russes.

Bill Van Auken

Article paru d'abord en anglais, WSWS, le 16 mars 2018

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Bill Van Auken](#), Mondialisation.ca, 2018

Articles Par : [Bill Van Auken](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca